

A l'appel de CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

TOUS concernés, tous mobilisés

POUR

l'emploi, les salaires, les retraites !

SNUipp

<http://www.snuipp.fr>



SNUipp
Fédération Syndicale Unitaire

Il y a d'autres façons de garantir le bien être social que de réduire les dépenses publiques. Dans le contexte d'une crise économique qui montre chaque jour ses ravages, il est indispensable de créer les emplois nécessaires au développement des services publics et de revenir sur le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. C'est particulièrement vrai pour l'école, afin qu'elle assure la réussite de tous les élèves.

Emploi et salaire sont deux conditions indispensables pour assurer l'avenir de nos systèmes de retraite.

C'est pourquoi les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appellent les salariés, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi à une journée nationale de mobilisation le jeudi 27 mai 2010 pour interpeler ensemble les pouvoirs publics, tous les employeurs et peser sur les choix à venir.

Grève dans les écoles

Jeudi 27 mai 2010

L'école mise à mal

François Fillon a annoncé le gel des dépenses publiques, donnant ainsi un nouveau coup d'accélérateur à une politique déjà massivement destructrice d'emplois publics.

Dans l'éducation, ce sont 16 000 postes qui sont supprimés au budget 2010. 9 182 postes de stagiaires PE2 vont disparaître.

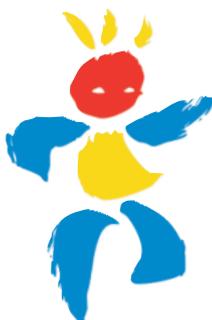
Cette mesure, conséquence de la réforme de la formation des maîtres rendra exangue la formation continue et aggravera la situation des remplacements. Ces suppressions ne seront pas compensées par la création affichée de 2182 postes par le ministère.

Plus d'élèves, moins d'enseignants : ce sont la qualité de l'enseignement, le remplacement, la maternelle, les réseaux d'aides aux élèves en difficulté qui risquent d'en faire les frais.

D'autre part, le ministère vient de réduire, en cours d'année, les budgets alloués aux IA. C'est une baisse de 20% à 35% qui est constatée, véritable coupe sombre dans les moyens alloués pour le fonctionnement de l'école. Les conséquences sont multiples : suppression de stages de formation continue, départs en stage CAPA-SH, non-remboursements des frais de déplacement.

La réussite de tous les élèves nécessite au contraire : le développement des RASED, la relance d'une véritable politique d'éducation prioritaire, la scolarisation dès deux ans pour toutes les familles qui le souhaitent, la baisse des effectifs notamment à l'école maternelle, des remplaçants titulaires en nombre suffisant...

Face au « toujours moins » du gouvernement, il s'agit d'opposer le « toujours mieux » pour l'école : formation, maternelle, RASED, avec « plus de maîtres que de classes ».



SNUipp
Fédération Syndicale Unitaire

Salaires : revalorisation en trompe-l'œil

Le ministre a annoncé, sans négociations, des mesures qui ne concerneront que 25 % des enseignants. Cela n'est pas acceptable, alors que le pouvoir d'achat de la valeur du point d'indice a reculé de 9 % entre 2000 et 2008, alors qu'un enseignant débute actuellement avec un salaire équivalent à 1,2 SMIC. Tout comme il n'est pas acceptable que ces mesures soient financées par les économies réalisées par les suppressions de postes.

Ces décisions sont loin de répondre à une réelle revalorisation de tous les enseignants.

Le SNUipp considère que le dossier des rémunérations n'est pas clos et renouvelle son exigence de mesures qui concernent l'ensemble de la profession.

RETRAITES : faire d'autres choix !

Le SNUipp récuse les mesures actuellement envisagées par le gouvernement et qui se traduiraient par un allongement de la durée de cotisation, un report de l'âge de départ ou une baisse des pensions. D'autres choix sont possibles.

L'entrée dans le métier à l'âge de 28 ans ne laisse guère d'espoir à nos jeunes collègues de terminer leur carrière avec une retraite à taux plein. Veut-on pour nos élèves de maternelle et d'élémentaire des enseignants de 70 ans ?

A l'opposé de cette régression le SNUipp revendique la prise en compte des années d'étude dans le calcul des droits, une transition progressive de l'emploi vers la retraite par une réduction du temps de service, la diversification des carrières... Le SNUipp demande l'abandon du système de décote-surcote, fortement pénalisant pour les enseignants du premier degré (30 % des collègues partis à la retraite en 2007 ont subi une décote, 16 % pour l'ensemble de la fonction publique, 6 % au régime général).

Le SNUipp demande également le rétablissement des bonifications pour enfant dont la suppression pénalise lourdement la retraite des collègues femmes.

Enfin, le Snuipp exige le maintien du droit à la retraite à 55 ans pour les instituteurs et les PE ayant 15 années de service en tant qu'instituteur.

Le SNUipp et la FSU sont porteurs d'alternatives sur le financement. Ouvrons ce débat !